

Samedi 17 Juin 2017

Commémoration du 77^e anniversaire de l'Appel du Général de Gaulle

Monsieur le Sénateur, Maire-Honoraire,

Madame la Conseillère régionale,

Mesdames, Messieurs, les élus du Conseil municipal,

Monsieur le Commissaire de Police,

Mesdames, Messieurs, les représentants de la Police municipale,

Messieurs les représentants des cultes,

Monsieur le Président de l'Association des Anciens Combattants,

Messieurs les Anciens Combattants,

Mesdames, Messieurs, les membres d'associations,

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis pour commémorer l'appel du 18 juin 1940, lancé par le Général de Gaulle sur les ondes de la BBC. C'est également l'occasion de rendre un hommage solennel aux héros qui ont répondu présents à l'appel, à tous ces combattants de la Libération, à tous ces résistants, connus ou anonymes, à toutes ces femmes et ces hommes, torturés, fusillés, déportés.

Cet appel lancé par un militaire, inconnu mais au ton déterminé, a su faire vibrer le cœur des Français, a su leur donner une lueur d'espoir, rendre la confiance à une France effondrée : « La France n'est pas seule. Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! ». Cet appel sonne comme une affirmation : La France n'est pas morte, elle doit se relever de sa défaite. C'est un appel à la désobéissance. Ainsi désobéir devient un devoir quand l'Histoire s'impose à vous et que l'honneur de la patrie est mise à mal.

De Gaulle, en ce 18 juin 1940, n'était pas seul, mais il était le premier. Il n'allait pas tarder à être rejoint par celles et ceux qu'animaient un même désir de voir notre pays libéré du joug de l'occupant. Pour des millions d'hommes et de femmes, le combat ne faisait que commencer. Point d'uniformes pour ces soldats de l'armée des ombres, mais une arme absolue : la foi en la liberté.

Dès 1942, la Résistance s'est rassemblée au sein du Conseil National de la Résistance (CNR). Le programme d'actions de cette instance, que l'on appellera « les jours heureux », comprend à la fois un plan d'actions immédiat pour la résistance et des mesures à appliquer dès la Libération. Une fois le pays libéré, le Conseil National de la Résistance a souhaité rétablir la France dans sa puissance et fonder une République nouvelle faisant fi de la corruption et de la trahison du régime de Vichy.

Le programme du Conseil National de la Résistance a posé les bases de l'Etat-providence en adoptant non seulement des mesures politiques (rétablissement de la démocratie, suffrage universel, liberté de la presse), des mesures économiques (nationalisations) mais aussi des mesures sociales (plan complet de sécurité sociale, réajustement d'un syndicalisme indépendant, retraite par répartition, instruction gratuite).

Au-delà de cet héritage des acquis sociaux, la France libre et la Résistance, nous ont légué une éthique, une façon de concevoir le rôle de notre pays dans le monde et les limites à ne pas transgresser. Elles nous ont transmis de grands principes qui guident l'action politique d'aujourd'hui : une conception de la démocratie gravée dans le marbre de la constitution, une volonté d'indépendance de la France mais sans repli sur soi, une gestion rigoureuse de l'Etat, une exemplarité des femmes et des hommes.

En ce jour de mémoire du 18 juin 1940, souvenons-nous de cet héritage et prenons le temps de nous recueillir, de puiser dans notre passé pour nous ouvrir aux autres, pour construire notre avenir. Chaque jour, on mesure la nécessité de rappeler la vérité des faits historiques dans sa globalité sans en masquer les parties sombres et de transmettre nos valeurs démocratiques et humanistes.

Aujourd'hui, je veux rendre hommage à toutes celles et à tous ceux à qui je dois ma liberté, moi qui appartiens à une génération qui a eu la chance infinie de ne jamais

avoir eu à combattre. C'est dans ces moments que nous devons saluer l'abnégation, le dévouement sans faille de ceux qui sont venus des cinq continents et qui se sont battus pour terrasser la barbarie nazie.

Au-delà des clivages, nous sommes toutes et tous par-delà nos différences sociales, culturelles, religieuses, philosophiques, les héritiers de cet appel du 18 juin. Telle est la France à laquelle je crois. Une France capable du meilleur, fidèle à son histoire, à ses valeurs. Une France de l'audace et de la solidarité, qui surmonte ses peurs et se dépasse pour aller de l'avant. Car comme le Général de Gaulle l'a dit : « La fin de l'espoir est le commencement de la mort ».

Vive la République !

Vive la France !